

« Mobilisation de personnels de l'université Marie et Louis Pasteur pour une transition écologique sociale et solidaire » : réponse à votre texte

En tant que scientifiques et chercheurs, vous estimez que la crise écologique est grave et urgente. Elle l'est à l'évidence. Mais à Lutte ouvrière, nous estimons qu'elle demeure indissociable de l'économie capitaliste et de la domination des plus grandes entreprises sur toute l'activité humaine. Les préoccupations environnementales n'ont plus aucune place alors que le gouvernement et tous les politiciens à son service, préparent l'économie et la population à la guerre. Que peut peser la préservation de la biodiversité ou de la qualité de l'eau quand la priorité est donnée à l'augmentation des budgets militaires, à la construction d'un nouveau porte-avion ? Aucune municipalité, aussi bien intentionnée soit-elle ne peut aller contre cette évolution.

Votre document fournit des données sur l'état des eaux, les diverses pollutions aux PFAS et pesticides, l'effondrement de la biodiversité visible aussi à l'échelle locale, l'augmentation des classements en catastrophes naturelles, ou la surmortalité lors de la canicule de 2023 qui a touché les plus pauvres et les sans-abris. Ces chiffres révèlent à juste titre la gravité de la situation. Mais on ne peut lutter contre cette situation ni à l'échelle globale, ni à l'échelle locale, sans remettre en cause la domination des grands capitalistes sur la société. Quel que soit le domaine que vous évoquez, les conséquences d'une économie dirigée dans l'intérêt des plus grands capitalistes sautent aux yeux. Seul le renversement du capitalisme et l'intervention directe de la population pour gérer les ressources dans l'intérêt collectif permettront de faire face à la crise écologique.

« Développer les énergies renouvelables, étendre les réseaux de chaleur... » Mais énergie renouvelable ou non, ce sont de grands groupes comme Celsius, filiale d'Engie, qui imposent leur coûts et continuent de s'enrichir sur le chauffage urbain avec l'extension du réseau de chaleur dans le quartier Saint-Ferjeux.

Vous évoquez l'ampleur de la précarité énergétique. Jamais les ménages ayant un logement n'y ont été autant condamnés ainsi qu'aux bouilloires thermiques l'été quand les canicules se multiplient. Les organismes HLM doivent prendre sur leur budget pour payer une partie des APL à la place de l'État, aux dépens du financement de nouveaux logements avec de nouvelles normes énergétiques : 85 000 HLM ont été construits en 2024, loin d'être tous à des loyers abordables, contre 124 000 en 2016. Dans ces conditions, les plans de rénovation énergétique du parc existant ne sont pas à la hauteur des besoins. L'ampleur des économies réalisées par le gouvernement et les choix d'aider les bailleurs privés conditionnent toute action dans ce domaine. Des élus de Lutte ouvrière au conseil municipal s'opposeront à cette politique. Ils soutiendront les locataires comme ceux de Planoise qui ont tenté de s'opposer aux destructions d'immeubles rue de Picardie et place Jean Moulin en 2024-2025.

Vous évoquez les diverses pollutions des eaux. Mais là encore la lutte contre ces pollutions se heurte à la dictature des grands groupes industriels qui refusent de se voir imposer la moindre contribution supplémentaire. Comme on peut le voir avec les plaintes en justice contre les pollutions aux PFAS qui se développent dans un certain nombre de bassins, les pollueurs ne sont pas les payeurs. De plus en plus de Syndicats des eaux choisissent d'installer de nouveaux systèmes de filtration. Mais ces systèmes coûtent très cher. Ce ne sont pas les grands groupes industriels ou les fournisseurs qui vont payer le surcoût, mais bien la collectivité et les consommateurs. De même, la gestion durable de l'eau impose effectivement de réduire les pertes sur le réseau de distribution. Mais là aussi, le coût des travaux est très lourd alors que le gouvernement réduit ses financements.

Face aux pollutions agricoles, des solutions techniques demeurent à inventer, bien des nouvelles voies à explorer, pour avoir une agriculture à la fois productive, performante et économe en ressources diverses. Mais tant qu'on laissera aux capitalistes le choix et la responsabilité de les développer, on ira de catastrophe en catastrophe. La seule perspective est que les travailleurs prennent le contrôle de toute l'économie, de l'industrie, de l'agriculture, de la finance, pour les mettre enfin au service de la population. Et pour cela, il faudra une révolution menée par les travailleurs et les milieux populaires.

S'ils sont élus, les conseillers municipaux de Lutte ouvrière défendront cette perspective en dénonçant l'impact du capitalisme sur tous les problèmes environnementaux. Ils dénonceront la situation faite aux communes asphyxiées par l'État et livrées aux appétits des grands groupes. Les conseillers municipaux de Lutte ouvrière soutiendront les actions des locataires, de la population et des travailleurs des entreprises menées en ce sens. Ils seront les yeux et les oreilles des travailleurs et aussi un point d'appui dans tous ces domaines.

Pour la liste « Lutte ouvrière Le camp des travailleurs » menée par Nicole Friess, Besançon, 2026.